

Fenêtre sur l'Iran



Les Éditions François Bourin deviennent Les Pérégrines

Les Pérégrines : un nom en hommage au roman éponyme de Jeanne Bourin, grand-mère et figure d'inspiration d'Aude Chevrillon, la directrice de la maison.

Notre ambition : vous proposer un voyage intellectuel en publiant des textes toujours pertinents, souvent impertinents, qui, par des voix fortes et hardies, des plumes belles et singulières, observent le monde par différentes fenêtres pour mieux les ouvrir (sans enfoncer de portes ouvertes), nous amènent à faire un pas de côté (sans tomber dans le fossé), nous poussent à mieux appréhender l'autre, l'étrangeté, la diversité, nous livrent des trajectoires inspirantes pour dessiner une société plus humaine.

Couverture : Élodie Campo
Mise en page : Julie Bloemhof
© Éditions Les Pérégrines, 2021
Tous droits réservés

Éditions Les Pérégrines
21, rue Trousseau 75011 Paris
www.editionslesperegrines.fr

Mahnaz Shirali

Fenêtre sur l'Iran

Le cri d'un peuple bâillonné



Éditions Les Pérégrines

De la même autrice

The Mystery of Contemporary Iran, Transaction Publishers, 2014

La malédiction du religieux. La défaite de la pensée démocratique en Iran,
Éditions François Bourin, 2012

Entre islam et démocratie. Parcours de jeunes Français d'aujourd'hui,
Armand Colin, 2007

La jeunesse iranienne : une génération en crise, PUF, 2001 (prix *Le Monde*
de la recherche universitaire en 2000)

*Aux jeunes internautes iraniens,
qui sont les vrais auteurs de ce livre.*

Introduction

Que s'est-il passé ?

Quarante ans après l'avènement de la République islamique, rien ne va plus. L'Iran traverse aujourd'hui une période sombre de son histoire, il est devenu l'un des pays les plus fermés au monde. Cette idéocratie fondée en 1979 par l'ayatollah Khomeyni s'est transformée, après la mort de celui-ci en 1989, en une parfaite kleptocratie, dirigée par un octogénaire, Ali Khamenei, qui, avec ses 95 milliards de dollars, est à la tête de l'une des plus grandes fortunes du monde.

Le pays, en revanche, est en ruine. Les libertés individuelles n'existent pas. Les journalistes sont sous les verrous, la presse cadenassée et les médias devenus des outils de propagande pour les dirigeants politiques. Depuis l'arrivée des religieux shi'ites (les ayatollahs) au pouvoir, des milliers d'Iraniens sont emprisonnés et torturés, un grand nombre de manifestations pacifiques ont été réprimées, une dizaine de grévistes exécutés et des intellectuels assassinés.

La mauvaise gestion du pays et la corruption des dirigeants islamistes paralysent la vie quotidienne, à tel point

qu'aujourd'hui les Iraniens sont littéralement affamés. Selon les chiffres officiels – sans doute sous-estimés –, l'économie est en pleine récession : l'inflation dépasse les 40 % et les trois quarts de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les mécontentements sont si profonds, et la société si explosive, que la moindre étincelle peut tout embraser.

L'incompétence avec laquelle les autorités ont géré la crise du coronavirus est édifiante. Contrairement aux autres pays du monde, la pandémie a fait des ravages parmi les plus jeunes, et l'État n'a pris aucune mesure pour protéger la population. Cela n'était pas nécessaire, ont estimé les ayatollahs, puisque « Dieu nous protège ». Début mai 2020, à la suite de l'encombrement des cadavres dans les hôpitaux et les morgues, l'institut iranien de la statistique (Sabt-e Ahvâl Keshvar) annonce officiellement qu'il n'est pas autorisé à publier les informations sur le nombre de morts de l'hiver 2019-2020, pour ne pas paniquer la population¹. En janvier 2021, alors que les données sur les victimes de la Covid-19 relèvent toujours du secret d'État, le Guide suprême Ali Khamenei, en interdisant l'importation du vaccin, scelle le sort de plus de quatre-vingts millions d'Iraniens : « On ne peut faire confiance ni aux États-Unis ni au Royaume Uni. »

Dès le début de la crise du coronavirus, les Iraniens ont compris qu'ils ne devaient rien attendre des autorités, que l'État n'existait pas et que ceux qui les gouvernaient ne maîtrisaient rien. « Ils sont là uniquement pour piller notre pays et étouffer les contestations », dit un internaute.

Plus de quarante ans de crises successives, de sanctions à répétition, de désastres économiques, de corruption, de

1. RadioFarda, le 6 mai 2020.

calamités écologiques, d'injustices et de crimes d'État ont détruit le pays et rendu ses habitants misérables. L'Iran était pourtant un pays riche, aux ressources naturelles immenses ; c'était une civilisation de plusieurs millénaires, qui abritait des minorités religieuses disparues ailleurs (comme les zoroastriens, les mazdéistes et les mithraïstes) et dont la population, nombreuse, comptait parmi les plus instruites du Moyen-Orient. Que s'est-il passé ?

Rétrospective

Lorsque la révolution de 1979 a renversé la dynastie des Pahlavis, mettant fin à plus de 2 500 ans de monarchie, on a espéré que l'avènement de la République islamique démocratiserait le pays. Les ayatollahs ont pris le contrôle d'un État moderne et de l'une des plus puissantes armées du monde, sans savoir comment diriger un pays comme l'Iran. N'ayant qu'une vision autoritaire, verticale, du pouvoir, ils ont fait régner la peur pour affirmer leur emprise sur une société postrévolutionnaire en pleine effervescence.

L'exercice des fonctions étatiques dans un pays disposant de riches recettes pétrolières a transformé les ayatollahs. Loin des « hommes de Dieu » prêchant des discours apocalyptiques, ils sont devenus des hommes d'affaires bénéficiant de la privatisation de 80 % de l'économie du pays. Ils ont pris la direction d'institutions postrévolutionnaires¹, qui sont en réalité des mégastuctures financières, impliquées dans des transactions d'une opacité extrême échappant à tout contrôle,

1. La Fondation des martyrs (Bonyad Sahid), la Fondation caritative autonome d'Astan Qods Razavi et l'Organisation du pèlerinage et des donations (Sazman Haj va Auqâf).

et par ailleurs non imposables. Ce sont des monstres qui ne rendent aucun compte à personne, même pas au président de la République, encore moins au Parlement. Seul le Guide de la Révolution, l'ayatollah Khamenei, a un droit de regard sur ces institutions. Mais pas une seule fois il n'a jugé utile d'informer les Iraniens sur leurs activités.

À cela s'ajoutent l'engagement de la République islamique dans les conflits de la région. Alors qu'une grande partie de la société vit dans la misère, Téhéran se montre généreuse envers les groupes paramilitaires impliqués dans les guerres en Syrie, en Irak et au Yémen, et envoie même des soldats de l'armée révolutionnaire (les Pasdaran) sur les fronts syriens. Aucun des dirigeants de la République islamique n'a essayé de justifier le rôle de l'Iran dans ces conflits au Moyen-Orient, sans parler de communiquer sur le montant exact des dépenses – colossales – du pays dans des affaires qui ne sont pas les siennes.

C'est grâce aux réseaux sociaux que les Iraniens découvrent, avec stupéfaction, ces dépenses occultes, la disparition de sommes astronomiques issues des recettes pétrolières et de nombreux autres agissements qui dépassent l'entendement. Ces rumeurs se confirment lorsque les dirigeants s'opposent les uns aux autres et dénoncent la corruption massive de leurs collègues. Depuis quarante ans, les intérêts nationaux ont été tellement sacrifiés sur l'autel des ambitions expansionnistes des ayatollahs que les Iraniens sont nombreux à considérer que leur pays est sous occupation.

À qui la faute ?

Toute l'identité de la République islamique peut être résumée par les deux slogans suivants : « *Marg bar Amrika* » (« Mort

à l'Amérique») et «*Marg bar Esrail*» («Mort à Israël»). La politique étrangère belliqueuse des ayatollahs, essentiellement envers ces deux pays, a coûté cher. Depuis 1984, l'Iran vit sous les sanctions économiques. Tout a commencé en 1979, avec la prise d'otages de l'ambassade américaine. Pendant 444 jours, cinquante-deux diplomates et civils américains ont été retenus en otage par des étudiants khomeynistes¹ dans l'ambassade des États-Unis à Téhéran². Un acte sans précédent, qui relève du terrorisme d'État. En réponse, les Américains ont gelé plus de douze milliards d'actifs financiers. Cette crise a marqué le début des tensions dans les relations entre l'Iran et la communauté internationale, tensions qui continuent à ce jour.

N'ayant pas la capacité de lutter militairement contre les États-Unis et Israël, la République islamique s'est lancée dans une guerre par procuration contre le «grand Satan» et le «petit Satan». Désormais, en soutenant financièrement et matériellement des groupes militaires et paramilitaires du Moyen-Orient – aussi bien les shi'ites que les sunnites –, les ayatollahs sèment le trouble dans la région pour satisfaire leurs visées expansionnistes. Leur but est de régner sur l'ensemble du monde musulman.

Cette ambition leur est venue pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. L'incompétence des trois derniers souverains de la dynastie des Qajars leur a permis d'acquérir une place importante dans la cour royale et de devenir très puissants. Les frontières du shi'isme, comme celles de l'Iran, leur ont paru insuffisantes et ils se sont mis à rêver de conquérir tous les pays en terre d'islam. Le principal obstacle était le conflit,

1. Ils se sont désignés eux-mêmes comme «les étudiants disciples de l'imam Khomeyni» (*Daneshjooyané peyroé khaté imam*).

2. La prise d'otages a duré du 4 novembre 1979 au 20 janvier 1981.

vieux de plus de dix siècles, entre les shi'ites et les sunnites. Il fallait d'abord séduire le monde sunnite pour pouvoir le dominer et réaliser leur rêve.

Un siècle plus tard, c'est l'ayatollah Khomeyni qui a prononcé la formule magique : « Le chemin de Karbala [ville sainte des shi'ites] passe par Qods [Jérusalem]. » La sentence fait mouche. Khomeyni réussit à séduire l'opinion publique des pays arabes, humiliée par le conservatisme de leurs dirigeants dans le conflit arabo-israélien. En attisant la haine contre Israël, les ayatollahs shi'ites ont trouvé le chemin le plus court pour se concilier les sunnites.

La politique étrangère de la République islamique ne peut être lue que sous l'angle de l'ambition des ayatollahs de se rendre maîtres de tous les musulmans du monde, aussi bien les sunnites que les shi'ites. À leurs yeux, l'Iran n'est qu'un tremplin et les Iraniens, avec leurs exigences et leurs attentes, sont de trop. L'investissement de la richesse nationale dans les conflits de la région s'inscrit dans cette logique expansionniste.

Avant les nouvelles sanctions américaines de 2018, les militaires de la République islamique étaient présents partout dans le Moyen-Orient et Téhéran était mêlée à pratiquement tous les conflits qui embrasaient la région, entraînant de lourds investissements qui ont fortement appauvri le pays. Les jeunes, premières victimes de la misère économique, ne comprenaient pas pourquoi les dirigeants avaient poussé le pays à la banqueroute, pourquoi ils s'obstinaient à le détruire. C'est peu de dire que les Iraniens n'approuvaient pas le soutien de la République islamique à tous les musulmans du monde – un soutien qui nuit aux intérêts nationaux.

Avec le retour des sanctions en 2018, la paupérisation de la société iranienne a atteint des sommets. Le secteur pétrolier a été le plus affecté par l'embargo américain. L'Iran est passé

de plus de 2,5 millions de barils exportés par jour début 2018 à moins de 500 000 en 2019. Dans un pays où l'essentiel des recettes de l'État repose sur les ventes de pétrole, cela signifie que la débâcle est totale.

À qui la faute? Au régime ou aux sanctions? Nombreux sont ceux qui estiment que le vrai problème, c'est la sujétion du peuple à un régime venu du fond des âges qui ne sait ni gérer leur pays ni entretenir des relations normales avec la communauté internationale.

De quoi a-t-on peur ?

Depuis la révolution de 1979, les réclamations et les contestations pacifiques des Iraniens sont systématiquement réprimées. En l'absence de libertés politiques, les réseaux sociaux sont donc récemment devenus le seul lieu où les Iraniens peuvent exprimer leurs opinions, sous de fausses identités.

En novembre 2019, lorsque des millions d'Iraniens sont sortis dans les rues pour contester l'augmentation de 300 % du prix de l'essence, Internet a été bloqué et un massacre a eu lieu, à huis clos puisque le pays était coupé de la communication avec le reste du monde. Les militaires ont tiré à balles réelles sur des manifestants désarmés, faisant plusieurs centaines, voire milliers de morts. En quelques jours, les dirigeants ont réussi à étouffer la colère du peuple. Une semaine plus tard, lorsque la connexion Internet a été rétablie, une avalanche d'images de la tuerie perpétrée par les forces de l'ordre a inondé la toile, et le monde entier a pu constater comment la République islamique massacrait ses ressortissants pour assurer sa survie. Très vite, l'agence Reuters, informée par des Iraniens proches du régime dont l'identité n'a pas été dévoilée, a donné les chiffres suivants : plus de 1 500 morts,

des centaines de blessés, et près de 7 000 personnes arrêtées arbitrairement, y compris des journalistes. Chaque semaine, certaines d'entre elles sont exécutées, sans avoir eu droit à un procès équitable. Depuis, Internet est coupé au moindre frémissement de contestation populaire.

Que reflètent les réseaux sociaux pour que les dirigeants iraniens les voient comme une telle menace? Les ayatollahs prétendent qu'Internet a corrompu la société. Ils déplorent le manque de succès des médias officiels auprès de la population et critiquent ceux qui regardent plus leur téléphone portable que la télévision. Pourtant, comme l'écrit une jeune fille qui fait partie des belles plumes de Twitter, «ce n'est pas Internet qui a corrompu la société, c'est [leur] corruption qui est mise en évidence sur Internet¹».

Les ayatollahs reconnaissent l'échec de leur propagande et ne cessent d'inventer des contraintes pour détourner l'attention du public des réseaux sociaux. En mai 2020, ils ont officiellement déplacé les frontières entre le réel et le virtuel en instaurant des mesures restrictives sur Instagram. «Toutes les femmes qui postent des photos sur lesquelles elles sont mal ou non voilées seront désormais punies par la loi», a ainsi annoncé le ministre de la Culture et de la Guidance islamique. Plusieurs couples ont été identifiés et mis en prison après avoir affiché leurs photos de famille sur Instagram. La réponse des internautes à ces nouvelles mesures ne s'est pas fait attendre, et des milliers de photos de femmes, seins nus et tête voilée, ont été postées pendant plusieurs jours sur Facebook et Instagram.

1. Tweet de @irandokht_20 du 18 août 2020.

L'audience des réseaux sociaux dépasse largement celle des médias traditionnels et permet, on le voit, à une grande partie de la société de s'exprimer librement et de critiquer les responsables politiques. Ceux-ci prétendent ne pas y accorder d'importance et que ces internautes ne sont que des robots, ce qui fait dire à Ajibzadeh, l'une des stars du Twitter persan, que « si le régime avait une réponse appropriée à apporter aux revendications populaires, il ne serait pas obligé de nier leur existence¹ ».

Le contrôle d'Internet est devenu l'un des enjeux majeurs pour les responsables politiques. C'est parce qu'ils en sont eux-mêmes dépendants qu'il leur est difficile de le supprimer. Leur souci principal est de trouver des stratagèmes pour y avoir accès, tout en empêchant la population de le faire. Les vers et virus informatiques, la censure de nombreux sites, la diminution de la vitesse, l'armée des cybersoldats islamiques et des centres de commandement ou de transmission de fausses informations sont autant de moyens déployés par les dirigeants de la République islamique dans leur cyber-guerre contre les internautes. « Les réseaux sociaux ne sont plus virtuels [...]. Ils reflètent les événements sociopolitiques et sont capables de les influencer. Il est temps d'arrêter de mépriser l'espace virtuel, puisqu'il est devenu plutôt réel² », écrit ainsi un journaliste iranien sur Twitter.

En dépit de cet engouement populaire, personne ne peut encore déterminer l'influence exacte des réseaux sociaux sur l'opinion publique. La société n'a pas besoin de tenir compte de ce qui se passe dans l'univers virtuel pour suivre son cours et

1. Tweet de @ajibzade du 22 janvier 2019.

2. Tweet de @RezaVaisi du 23 juin 2020.

il y a encore des milliers d'Iraniens – parmi les moins jeunes – qui ne savent même pas ce qu'est Internet.

En revanche, les analyses de ce livre reposent sur la comparaison entre les paroles des personnes que j'ai pu interroger individuellement et les commentaires spontanés des internautes, lorsqu'ils réagissent en masse. La comparaison entre deux types de discours, individuel et collectif, m'a permis d'établir le lien qui existe entre la vie quotidienne et son image sur les réseaux sociaux. Comme un miroir, mais un miroir déformant, ces derniers reflètent l'opinion publique et nous permettent de connaître la pensée et les sentiments de différents groupes sociaux, sans toutefois indiquer leur ampleur exacte. Il est donc insuffisant d'observer les comportements et les réclamations des internautes, il faut aussi les traduire et les interpréter pour restituer les parcelles de la réalité qu'ils contiennent. Les données recueillies dans l'univers virtuel sont comme les différents morceaux d'un grand puzzle qui ne dévoilent leur sens que lorsqu'ils sont tous assemblés. Les réseaux sociaux ne représentent pas la réalité sociale telle quelle, ils n'influencent pas directement la société non plus, mais ils sont sensibles à ce qui se passe en son sein et peuvent être des moteurs de changements.

Une fenêtre sur le monde

Dans un pays où la recherche scientifique est taxée d'espionnage et où des chercheurs, des avocats et des journalistes sont en prison pour avoir exercé leur travail, il est impossible de mener des enquêtes sociologiques classiques ou de procéder à une interprétation libre et systématique des données empiriques. Non seulement les enquêtes d'opinion sont interdites, mais les données statistiques existantes sont soigneusement dissimulées.

Les rares sondages réalisés par les institutions agréées du régime sont largement défavorables aux dirigeants et ne parviennent pas à masquer le désastre de la vie des Iraniens, alors que leurs résultats restent très éloignés de la réalité. À titre d'exemple, un sondage d'opinion réalisé par l'agence d'informations officielle des étudiants iraniens ISNA (Iranian Students' News Agency) en 2018 montre que 75 % des personnes interrogées se disent insatisfaites de la République islamique et 30 % d'entre elles pensent qu'elle n'est pas réformable.

L'impossibilité de faire des recherches empiriques rend les réseaux sociaux précieux, et elle m'a conduit à observer et analyser le comportement des acteurs dans l'espace virtuel. À l'abri derrière leurs écrans, les internautes défient les contraintes et les mesures islamiques par leurs paroles, leurs écrits et leurs réactions passionnées. En se cachant derrière des pseudonymes et en contournant la censure, ils poussent à bout la cyberpolice du régime, à l'affût de leur identité réelle pour les arrêter et les emprisonner. Il arrive que certains se fassent piéger. Mais en attendant, ils critiquent, ils fustigent, ils dénoncent, autant que faire se peut, les politiques, les religieux et tout ce qui les touche de près ou de loin. L'anonymat et le virtuel se conjuguent pour créer un monde étrange où s'exprime une génération qui n'a jamais connu la liberté.

Peut-être la plus grande utilité des réseaux sociaux réside-t-elle dans l'éclairage qu'ils apportent sur les groupes d'opposition au régime iranien. Des monarchistes aux républicains, en passant par les Moudjahidine du peuple, les groupes communistes et les constitutionnalistes, tous sont très actifs sur la toile, dont ils se servent pour faire connaître leurs points de vue politiques et idéologiques. Les réactions qu'ils suscitent en ligne représentent une mine d'or pour tout observateur parvenant à distinguer les cybersoldats de Téhéran des vrais internautes.

C'est ainsi que les réseaux sociaux m'ont permis de mieux connaître l'état dans lequel se trouvent les opposants politiques et d'identifier les fléaux qui les paralysent.

Alors que les alliés du régime ont accaparé les médias officiels et censurent les voix dissidentes, les réseaux sociaux sont devenus le lieu de prédilection des opposants, qui n'ont pas d'autre espace où se faire entendre. Ils sont une véritable fenêtre sociale qui permet à la fois, pour les Iraniens, de regarder l'extérieur, de communiquer avec le monde libre et de transmettre leurs messages, et pour nous d'avoir une vue sur l'Iran. De fait, aujourd'hui, la plupart des responsables politiques occidentaux observent les Iraniens à travers ces réseaux.

Les réseaux sociaux persanophones sont devenus un lieu d'apprentissage des principes démocratiques, une sorte d'école moderne à l'ère de la diversité.

À la croisée du virtuel et du réel

Une enquête officielle réalisée en mai 2020 montre que près de 60 millions d'Iraniens (sur les 82 millions que compte le pays) ont accès à Internet grâce à leur ordinateur ou à leur smartphone, et que sept Iraniens sur dix, toutes classes sociales confondues, le consultent quotidiennement. Selon leurs propres témoignages, il n'y a pas un jeune qui ne soit pas inscrit sur au moins l'un de ces réseaux sociaux. Si, malgré la situation économique déplorable du pays, les Iraniens se ruinent pour accéder aux nouvelles technologies¹, si les

1. J'entends par nouvelles technologies : smartphones, Internet, réseaux sociaux – selon les estimations approximatives des internautes, difficiles à vérifier, une écrasante majorité des Iraniens sont sur les réseaux sociaux (Telegram, WhatsApp, Wiber, Line, Twitter, Instagram, Facebook...).

applications comme Facebook, Instagram, Twitter, Parler, Gab, TikTok, Telegram, Snapchat... sont aussi populaires, c'est qu'il n'y a rien, dans la vie réelle, qui puisse rivaliser avec l'attrait de ces réseaux.

Fenêtre sur l'Iran est le résultat d'une investigation sur le fonctionnement de ces réseaux sociaux et sur la réalité sociale qu'ils nous donnent à voir, à travers leur perspective si particulière. Il pénètre les secrets d'un univers où des centaines de milliers d'internautes, liés les uns aux autres grâce à leurs appartenances culturelle, sociale ou nationale, s'expriment spontanément sur des sujets qui leur tiennent à cœur. Pour ceux qui vivent dans des sociétés libres et démocratiques, il est peut-être difficile d'imaginer la valeur et la place que représentent ces réseaux dans un pays comme l'Iran, où la liberté n'existe pas et où les droits fondamentaux des individus sont systématiquement violés.

Tout au long de l'année 2020, j'ai suivi plusieurs milliers de jeunes Iraniens qui ont adhéré à mes comptes : 10 000 sur mes deux pages Facebook, plus de 9 000 sur Twitter, 1 250 sur LinkedIn et 1 000 sur Instagram. Près de 70 % de mes « amis » sur Facebook sont persanophones, 99 % sur Twitter et Instagram. En revanche, 90 % de mon réseau LinkedIn est francophone. La comparaison des réactions, sur des sujets identiques, des Iraniens et des personnes vivant dans des pays démocratiques m'a permis de repérer les traits distinctifs du contexte iranien. Cette enquête est donc fondée sur mes interactions – emails, commentaires sur les réseaux, mais aussi conversations téléphoniques – avec les internautes pendant une année. Plusieurs dizaines d'échanges ont été réalisés de vive voix avec les jeunes Iraniens qui vivent à Paris ou qui ont été de passage en France.

À l'analyse sociologique s'est inévitablement mêlée une réflexion philosophique sur la relation entre l'individu réel et l'individu virtuel. Une enquête au cœur de l'univers abstrait des réseaux sociaux n'a rien à voir avec les études quantitatives traditionnelles. Elle ne peut bénéficier du prestige des chiffres, des précisions concrètes et des traits tangibles qui caractérisent toute investigation menée sur des terres solides. Nous surfons ici sur les vagues, sur les tendances, sur les comportements collectifs, peu précis mais pourtant bien réels. Le but de la recherche n'est pas de mesurer, mais de comprendre.

Comment le virtuel peut-il constituer une porte d'accès au réel? Dans quelle mesure la réalité sociale est-elle reflétée par le virtuel? Que nous disent les réactions des internautes anonymes de la vie des Iraniens? Comment vit-on sous l'un des régimes les plus dictatoriaux du XXI^e siècle? Comment les Iraniens voient-ils l'avenir de leur pays? Quels changements peuvent-ils espérer? Autant de questions soulevées, sans prétention d'y apporter des réponses définitives. Les pages qui suivent invitent le lecteur à entrer dans l'univers encore peu étudié des réseaux sociaux géants où, à la lumière de l'histoire et de la culture iranienne, les écrits des internautes apparaissent comme des appels au secours.